

Défiance entre le monde politique et les universités

Après diverses mises en cause de l'enseignement supérieur, des universitaires disent leur inquiétude

C'est une mise en scène qui a stupéfié de nombreux universitaires. Le 26 novembre 2025, avec ses collègues Laurent Jacobelli (Moselle) et Philippe Ballard (Oise), le député du Rassemblement national de l'Yonne Julien Odoul s'est invité à l'université Sorbonne-Paris-Nord, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). Une visite retransmise en direct sur les réseaux sociaux, filmée par les médias d'extrême droite *Frontières* et *Boulevard Voltaire*. Le but : « vérifier » l'emprise du « prosélytisme religieux » sur le campus, en décomptant les jeunes femmes portant le voile islamique.

Deuxième étape de cette offensive, Julien Odoul a déposé une proposition de loi, le 23 décembre 2025, dont l'article unique prévoit d'interdire le port de tout signe religieux ostentatoire à l'université. Lors de la présentation du texte à la presse, il a expliqué avoir découvert « une université en rupture totale et en violation totale avec la laïcité et avec les usages républicains ». « Une étudiante voilée, c'est de l'entrisme islamiste », considère-t-il, au motif que le voile serait « un marqueur instrumentalisé par des mouvements antirépublicains ». « Une chose est claire, a renchéri Laurent Jacobelli. La direction de l'université tourne la tête, voire encourage des comportements qui ne nous paraissent pas conformes à l'esprit républicain, à l'esprit laïque. »

Abasourdité, la direction de Sorbonne-Paris-Nord a répondu dans un communiqué pour dénoncer une telle atteinte à sa réputation. « Ces mises en scène construisent une image déformée, éloignée des réalités de nos campus », écrit-elle. *S'attaquer à l'université, c'est fragiliser ce qui fonde notre avenir commun : le savoir, l'émancipation par l'éducation et la jeunesse.* »

La brèche ouverte par Blanquer
« Une partie de nos étudiants sont issus de l'immigration et viennent de quartiers populaires », expose Olivier Koch, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à Sorbonne-Paris-Nord. Du point de vue de l'égalité des chances, ils ne sont pas sur la même ligne de départ que les autres. Attaquer la réputation de l'université qui les diplôme contribue à saper les conditions de leur réussite. »

L'institution universitaire est au cœur de l'arène politique, et nombreux sont ceux, dans ses rangs, qui s'en inquiètent, alors qu'approchent à grands pas les municipales de mars et la présidentielle de 2027. Les débats ne concernent pas son rôle dans la formation et l'intégration professionnelle de 2 millions d'étudiants, ni les conditions d'exercice des enseignants, ni l'investissement à fournir pour maintenir une recherche de rang international. L'institution est plutôt mise au pilori, régulièrement décrite comme un bastion de gauche aux dérives idéologiques inquiétantes, par des membres du gouvernement et des responsables politiques de droite ou d'extrême droite.

L'ancien ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer avait ouvert une brèche dès octobre 2020, en dénonçant les « ravages à l'université » de l'« islamogauchisme ». Un combat politique mené alors au nom de la laïcité, en pointant une partie de la gauche, jugée complaisante avec les tenants de l'islam radical, au nom de la convergence des luttes ou par clientélisme.

Le patron de l'éducation nationale avait été rejoint en février 2021 par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Frédérique Vidal, qui souhaitait confier au CNRS une enquête portant sur « l'ensemble des courants de recherche » dans

les universités en lien avec l'« islamogauchisme » en vue de « distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ». Dans la ligne de mire, les sciences sociales, présentées comme gangrenées par le « wokisme » – en particulier les recherches sur la colonisation, l'intersectionnalité et le genre.

Cette enquête annoncée par M^{me} Vidal, qui avait suscité une levée de boucliers, n'a jamais vu le jour. Mais des stigmates demeurent : un verrou a sauté, avec des personnalités politiques qui peuvent s'en prendre aux chercheurs et aux savoirs critiques.

Ces dernières années, les interventions se sont multipliées. En décembre 2021, le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, présidé par Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR), avait coupé ses financements à l'Institut d'études politiques de Grenoble, pointant une « dérive idéologique et communautariste ». Enlisé dans une affaire d'affichage sauvage – non résolue par la police – à l'encontre de deux enseignants qui refusaient l'emploi du mot « islamophobie » dans l'intitulé d'une conférence sur les discriminations, l'établissement avait fini par mettre à pied l'un d'eux, pour diffamation.

En novembre 2024, le conseil régional d'Ile-de-France, présidé par Valérie Pécresse, avait conditionné ses aides financières à la signature par les universités d'une « charte républicaine ». L'élue LR affichait ainsi son soutien au premier ministre Gabriel Attal, qui avait tenté de reprendre en main la gestion de Sciences Po en faisant irruption en plein conseil d'administration, en mars 2024. Il avait dénoncé une « dérive liée à une minorité agissante », après une mobilisation pro-palestinienne dans un amphithéâtre.

Enfin, en novembre 2025, le ministre de l'enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a formulé le souhait de voir annuler un colloque sur la Palestine au Collège de France, disant être « personnellement en profond désaccord avec l'angle retenu par celui-ci ».

Ces décisions « ne se fondent sur aucune évaluation préalable de la qualité de l'enseignement ou de la recherche au sein de ces établissements – des raisons qui seraient légitimes pour justifier une prise de position de la part des politiques », observe la sociologue Christine Musselin, directrice de recherche émérite au CNRS.

« En arriver à considérer que les savoirs produits par des universitaires sont d'abord partisans, c'est vouloir faire perdre toute autorité scientifique aux chercheurs », analyse M. Koch. « Sont montés en puissance des membres de la classe politique qui considèrent que l'université est devenue une faiblesse pour le pays », résume Olivier Oudar, vice-président de Sorbonne-Paris-Nord, qui redoute « des années compliquées pour les universités, où les attaques devraient être nombreuses ».

Au fond politique se mêle aussi, parfois, la critique de la science et des intellectuels. « Il y a un soupçon qui concerne la science de manière générale, et qui est peut-être encore plus fort à l'étranger, notamment aux États-Unis », relève M^{me} Musselin.

Beaucoup d'universitaires redoutent une évolution à l'américaine, alors que le président Donald Trump et le camp conservateur ont multiplié ces derniers mois les attaques contre des institutions universitaires accusées de propager l'idéologie « woke ».

Si tous les universitaires français ne partagent pas les mêmes positions, notamment sur le conflit israélo-palestinien, ils sont unanimes pour alerter sur ces pratiques, car, dans leurs rangs, ce « climat régressif » inquiète. « J'ai l'impression de revoir les années 1930 ou les lendemains de l'échec des révolutions de 1848, où les universités et les intellectuels ont servi de boucs émissaires commodes aux pouvoirs conservateurs un temps déstabilisés », dit l'historien Christophe Charle, professeur émérite à Paris-I Panthéon-Sorbonne.

L'époque de la Libération et de l'après-guerre est loin, où le politique avait noué alliance avec les sciences pour mener les grandes

Au-delà des attaques, c'est la disparition des liens entre les deux mondes qui inquiète

réformes qui allaient moderniser la France. « Il y avait un lien entre les ministères et des laboratoires d'économie, de sociologie, mais aussi avec l'Insee, pour avoir une véritable expertise sur les grandes réformes qui étaient lancées, relate M. Charle. Les gens circulaient entre les deux univers, politique et académique. On connaissait mieux la société qui était l'objet de ces réformes. » Le contraste est, selon lui, saisissant : « Il n'y a jamais eu autant d'articles universitaires

qu'aujourd'hui, mais ils ne circulent absolument pas au niveau politique. » Au-delà des attaques, c'est la disparition des liens entre les deux mondes qui inquiète.

« Retour des ténèbres »

Le 9 décembre 2025, lors du vote du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, le sénateur communiste Pierre Ouzoulias (Hauts-de-Seine) a appelé les parlementaires à « se ressaisir ». « Condorcet estimait que “les sciences éclairent le législateur et dirigent ses lois vers l'intérêt général”. Pourquoi ces idées qui ont conduit si longtemps notre nation sont-elles aujourd'hui contestées ? Devons-nous nous résigner au déclin de la science française et au retour des ténèbres de la raison ? », a-t-il lancé. Auprès du Monde, celui qui est aussi chargé de recherche au CNRS s'alarme d'une « trumpsation des esprits qui place les universitaires comme les ennemis de l'interieur, la cinquième colonne ».

Le trouble est partagé par l'historien Jakob Vogel, qui anime à Sciences Po un séminaire sur le monde universitaire en contextes politiques illibéraux. « Il y a quelques années encore, les sources d'inquiétude des chercheurs européens résidaient principalement dans le degré de pilotage politique de la recherche et dans la place des financements privés, dit-il. Les attaques plus frontales se trouvaient ailleurs, dans les pays réputés “autoritaires”. » Désormais, au sein même des démocraties, les pressions politiques se multiplient et le débat se polarise, « mettant à l'épreuve les principes et pratiques qui sont au fondement du champ académique ». Pour M. Vogel, il revient aux universitaires d'être en capacité de « supporter ces incursions sans plier, et de préserver les valeurs de la liberté académique. La communauté universitaire doit rester ferme ».

SOAZIG LE NEVÉ

SAFE PLAY

AVEC FDJ UNITED

Safe Play = Pour une bonne maîtrise du jeu

LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION... RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)

RCS Nanterre B315 065 292

-18

GOUVERNEMENT